

Art. 27. Het team dat wordt samengesteld voordat dit decreet in werking treedt en waaraan geen erkenning verleend wordt op basis van artikel 12 van dit decreet, zal een strafsanctie opgelegd krijgen op grond van artikel 22 van dit decreet als het de titel van SOS Kinderen blijft dragen.

Art. 28. De teams SOS Kinderen die gesubsidieerd worden door het Bureau op het moment dat dit decreet in werking treedt, kunnen hun subsidie verder blijven ontvangen totdat zij opnieuw erkend worden op voorwaarde dat zij hun aanvraag tot erkenning indienen binnen de drie maanden na de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de normen vastgelegd door de Regering betreffende de erkenning, dat zij zich inspinnen om te voldoen aan de voorwaarden voor erkenning bedoeld in artikel 12, en dat zij alle opdrachten bedoeld in artikel 9 van dit decreet volbrengen.

Art. 29. Voor de toepassing van artikel 11, alinea 1, 4° wordt aangenomen dat personeelsleden de vereiste opleiding hebben als zij op het moment dat dit decreet in werking treedt, de functie uitoefenden waarvoor de opleiding vereist is krachtens de voorafgaande wettelijke bepalingen en overheidsbepalingen.

Art. 30. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet, nr. 512-1. – Commissie-amendementen, nr. 512-2. – Verslag, nr. 512-3. *Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2124

[C – 2004/29186]

12 MAI 2004. — Décret relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, 1°, de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

a) Armoiries : les armoiries librement assumées par des personnes physiques ou d'associations familiales n'appartenant pas à la noblesse du Royaume.

b) Conseil d'Héraldique et de Vexillologie : le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie institué par l'article 1^{er} du décret du 5 juillet 1985 instituant le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes.

c) Association familiale : toute organisation de fait ou constituée en association sans but lucratif dans le cadre de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif et les fondations, ayant pour objet principal la défense des intérêts d'une famille.

Art. 3. Toute personne physique ou association familiale désirant que soit garanti son droit exclusif à porter ses armoiries, à les transmettre et à s'en prévaloir à l'égard des tiers en demande l'enregistrement au Gouvernement.

Art. 4. Le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie est chargé de fournir des avis au Gouvernement pour tout ce qui concerne les armoiries et leur enregistrement.

Art. 5. La procédure d'introduction des demandes d'enregistrement d'armoiries est déterminée par le Gouvernement.

Art. 6. Les armoiries nouvelles faisant l'objet d'une demande d'enregistrement ne peuvent appartenir déjà à d'autres personnes physiques que le requérant. Le bénéfice de l'enregistrement est étendu d'office aux parents ou alliés du requérant.

Art. 7. La demande d'enregistrement d'armoiries de familles anciennes est fondée sur la preuve du droit du demandeur de relever ces armoiries et de les transmettre.

Art. 8. Pour que la demande d'enregistrement des armoiries soit prise en considération, celles-ci doivent être conformes aux règles de l'héraldique et ne comporter aucun ornement extérieur qui soit réservé à la noblesse du Royaume.

Art. 9. Le Gouvernement autorise l'enregistrement des armoiries.

Art. 10. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de l'enregistrement, ainsi que la manière selon laquelle celui-ci peut être modifié, abrogé ou annulé.

La modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement peut être prononcée par le ministre moyennant le respect des modalités suivantes :

a) un rapport motivé du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie proposant la modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement;

b) la notification par le ministre à la personne concernée de cette proposition avant l'examen de celle-ci par le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie;

c) l'audition de la personne par la Commission ou un de ses représentants ou, si la personne en exprime le souhait, le dépôt d'un mémoire, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la proposition par le ministre;

d) la remise de l'avis du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie au ministre.

Le registre est tenu par le greffier du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie.

Art. 11. Les mentions portées au registre sont publiées par extrait au *Moniteur belge* selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe également les conditions auxquelles des copies ou extraits du registre peuvent être délivrés.

Art. 12. Le Gouvernement détermine les montants des redevances et frais relatifs à l'accomplissement des formalités d'enregistrement et à la délivrance de copies ou d'extraits du registre.

Art. 13. Toute personne qui aura porté publiquement et sans droit des armoiries enregistrées pour autrui sera exclue, par le Gouvernement sur proposition du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie, du droit à l'enregistrement d'armoiries.

L'exclusion peut être prononcée par le ministre moyennant le respect des modalités suivantes :

e) un rapport motivé du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie proposant l'exclusion;

f) la notification par le ministre à la personne concernée de cette proposition avant l'examen de celle-ci par le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie;

g) l'audition de la personne par la Commission ou un de ses représentants ou, si la personne en exprime le souhait, le dépôt d'un mémoire, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la proposition par le ministre;

h) la remise de l'avis du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie au ministre.

Art. 14. A titre transitoire, sur simple demande des personnes intéressées, formulées dans les deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, les armoiries entérinées et publiées par des associations généalogiques et héraldiques belges reconnues par le Gouvernement sont inscrites dans le registre prévu à l'article 10. L'enregistrement mentionne la date de la première publication de ces armoiries par les soins de la personne désignée.

Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance des associations.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 525-1. — Rapport, n° 525-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2124

[C — 2004/29186]

12 MEI 2004. — Decreet betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een materie bedoeld in artikel 127, § 1, 1° van de Grondwet.

Art. 2. In dit decreet wordt verstaan onder :

a) Wapenschild : wapenschild vrij gedragen door natuurlijke personen of familieverenigingen die niet tot de adel van het Koninkrijk behoren.

b) Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde : de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde in het leven geroepen door artikel 1 van het decreet van 5 juli 1985 dat de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België in het leven riep en de vlag, de zegel en het wapenschild van de steden en gemeenten vastlegde.

c) Familievereniging : elke de facto organisatie of organisatie opgericht als vereniging zonder winstoogmerk in het kader van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, die de verdediging van de belangen van een familie als voornaamste doelstelling heeft.

Art. 3. Iedere natuurlijke persoon of familievereniging die wenst dat zijn exclusieve recht om het wapenschild te dragen, het over te dragen en er zich op te beroepen tegenover derden gegarandeerd wordt, vraagt de registratie ervan aan bij de Regering.

Art. 4. De Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde is belast met het uitbrengen van advies aan de Regering voor alles wat verband houdt met wapenschilden en de registratie ervan.

Art. 5. De procedure voor het indienen van aanvragen voor de registratie van een wapenschild wordt bepaald door de Regering.

Art. 6. De nieuwe wapenschilden waarvoor een aanvraag tot registratie wordt ingediend, mogen nog geen eigendom zijn van andere natuurlijke personen dan de aanvrager. Het recht van de aanvraag wordt ambtshalve uitgebreid ten gunste van de bloed- of aanverwanten van de aanvrager.

Art. 7. De aanvraag voor de registratie van een wapenschild van oude families is gebaseerd op het bewijs van het recht van de aanvrager om dit wapenschild in zijn waardigheid te herstellen en het over te dragen.

Art. 8. Opdat de aanvraag voor de registratie van een wapenschild in aanmerking genomen wordt, moet het wapenschild voldoen aan de regels van de heraldiek en mag het geen enkele sierrand bevatten die voorbehouden is aan de adel van het Koninkrijk.

Art. 9. De Regering geeft toestemming voor de registratie van het wapenschild.

Art. 10. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de registratie alsook de wijze waarop deze registratie gewijzigd, ingetrokken of geannuleerd kan worden.

De wijziging, intrekking of annulering van de registratie kan door de minister uitgesproken worden door middel van de naleving van onderstaande modaliteiten :

a) een gemotiveerd verslag van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde waarin de wijziging, intrekking of annulering van de registratie wordt voorgesteld;

b) de officiële kennisgeving door de minister aan de betrokken persoon van dit voorstel voordat de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde het onderzoekt;

c) het horen van de persoon door de Commissie of een van de vertegenwoordigers of als de persoon dit wenst, het indienen van een geschrift binnen een termijn van dertig dagen te tellen vanaf de officiële kennisgeving van het voorstel door de minister;

d) het uitbrengen van het advies van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde aan de minister.

Het register wordt bijgehouden door de griffier van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde.

Art. 11. De aantekeningen die gemaakt worden in het register, worden als uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden. De Regering legt eveneens de voorwaarden vast waaraan voldaan moet worden opdat afschriften of uittreksels van het register afgeleverd mogen worden.

Art. 12. De Regering bepaalt de bedragen van de heffingen en kosten voor de registratieformaliteiten en voor de aflevering van afschriften of uittreksels van het register.

Art. 13. Iedere persoon die in het openbaar en zonder recht het wapenschild gedragen heeft dat voor een andere persoon geregistreerd staat, zal door de Regering op voorstel van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde uitgesloten worden van het recht op registratie van een wapenschild.

De uitsluiting kan uitgesproken worden door de minister door middel van de naleving van onderstaande modaliteiten :

e) een gemotiveerd verslag van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde waarin de uitsluiting wordt voorgesteld;

f) de officiële kennisgeving door de minister aan de betrokken persoon van dit voorstel voordat de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde het onderzoekt;

g) het horen van de persoon door de Commissie of een van de vertegenwoordigers of als de persoon dit wenst, het indienen van een geschrift binnen een termijn van dertig dagen te tellen vanaf de officiële kennisgeving van het voorstel door de minister;

h) het uitbrengen van het advies van de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde aan de minister.

Art. 14. Voorlopig worden de wapenschilden die goedgekeurd en gepubliceerd werden door Belgische genealogische en heraldische verenigingen die erkend zijn door de Regering, op eenvoudig verzoek van de betrokken personen, geformuleerd binnen de twee jaar te tellen vanaf de dag waarop dit decreet in werking treedt, ingeschreven in het register bepaald in artikel 10. De registratie vermeldt de datum van de eerste publicatie van deze wapenschilden door bemiddeling van de aangewezen persoon.

De Regering legt de procedure vast voor de erkenning van de verenigingen.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 525-1. — Verslag, nr. 525-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.